

Laboratoire de Médiévisiologie Occidentale de Paris	
 	<p>Accueil du site > Programmes > Vecteurs de l'idéal</p>
	<h2>Vecteurs de l'idéal</h2>
Présentation	<h3>Le pouvoir symbolique entre Moyen Âge et Renaissance</h3>
Champs de recherche	<h4>▲ Le pouvoir symbolique entre Moyen Âge et Renaissance (v.1200-v.1640)</h4>
Programmes	
Séminaires	
Rencontres	
Enseignements	
Bibliothèques	
Publications	
Vidéo-conférences	
Ressources	
Espace doctorants	
Les signets du LAMOP	
ERC-SAS	
Bourse Robert de Sorbon	

Annuaire	

Intranet	

Rechercher	
Sur ce site	<input type="button" value="ok"/>
Sur le Web du CNRS	<input type="button" value="ok"/>

 17 rue de la Sorbonne 75005 Paris PRES héSam	<h3>▲ Le système communicationnel</h3> <p>Tout d'abord, il s'agit de l'étudier sous l'angle des différents vecteurs du système communicationnel et de leurs transformations formelles, dont on postule qu'elles fournissent des clés qui vont permettre d'ouvrir des accès nouveaux à la compréhension du phénomène : le choix du terme « système de communication » n'est pas ici une coquetterie de vocabulaire, il implique que toutes ses composantes (énoncés linguistiques oraux et écrits, langues, musique, image peinte ou sculptée, architectures, urbanisme, décors, liturgies etc.) constituent un système et ne peuvent être pleinement appréhendées qu'en prenant en compte leurs rapports réciproques. Autrement dit, il s'agit là d'une extension de la vision saussurienne de la langue comme système, étendue à tout ce qui peut faire signe dans une société donnée. Il s'agit donc de privilégier une approche synchronique qui permette d'une part d'articuler les différents médias communicationnels, avant de tenter l'analyse diachronique de leur évolution, et d'autre part de donner tout sa place à la forme des messages, dans la mesure où elle en est partie intégrante, avant de s'intéresser au contenu de ces messages tels qu'ils sont véhiculés par le système de communication. Le projet n'a bien sûr rien de révolutionnaire, en ce sens que beaucoup de travaux portant sur les langages politiques ont rencontré ces problèmes, et leur ont apporté des solutions au moins partielles. Néanmoins, il pose en principe formel l'unicité de la langue, même si l'on peut discerner des niveaux de langue ou des types d'utilisation de la langue ; la distinction classique langue/langage est ici essentielle.</p> <p>Un autre aspect fondamental du projet est la double volonté de transcender les</p>

Sommaire

Le pouvoir symbolique
Le système communicationnel
La société politique
Un projet comparatiste
Voir Signs and

frontières historiographiques traditionnelles, puisqu'il fait appel aussi bien à des modernistes qu'à des médiévistes, et de s'inscrire dans une perspective pluridisciplinaire, tenant compte des différents médias étudiés et de la volonté de les étudier dans leurs spécificités formelles : à terme, le projet suppose la participation d'historiens, d'artistes, d'historiens du droit, de musicologues, de philosophes, de spécialistes de la littérature ou de linguistique etc. dont nous souhaitons qu'il s'agrège progressivement à cette recherche.

C'est tous ces cas l'ensemble de ces médias qui, concrètement, vont porter et diffuser la part idéale (l'imaginaire, c'est-à-dire « l'ensemble des interprétations ... que l'humanité a inventées pour s'expliquer l'ordre ou le désordre qui règne dans l'univers ou dans la société, et pour en tirer des leçons ... » [Godelier]) qui va ainsi pouvoir s'incarner « dans des signes et des pratiques symboliques de toutes sortes qui donnent naissance à des institutions qui les organisent, mais aussi à des espaces, à des édifices où elles s'exercent ». Mais leur efficacité et leur impact vont être décuplés par l'existence de la société politique.

▲ La société politique

Le deuxième principe est en effet la volonté de placer au centre de la réflexion la société politique, ce qui permet de combiner deux hypothèses de travail historiques. Tout d'abord, à propos de la société politique : nous proposons de tourner le dos à la définition habituelle de la société politique, définition qui la restreint aux élites des participants aux pouvoirs et de leurs proches. Cette définition, telle qu'elle a été proposée en Angleterre par tout et en France par Cazelles, a été historiographiquement utile et peut d'ailleurs continuer à l'être, mais elle masque le fait qu'à partir du moment où la Cité et l'État exercent leur pouvoir et notamment imposent une fiscalité qui touche tous les membres de la société (y compris les clercs et les serfs), toute la société est politique, et le langage politique, ou plus exactement l'utilisation politique de la langue, média du dialogue - si inégal soit-il - qui légitime le pouvoir et sa capacité à exiger l'impôt, touche tout un chacun. Certes, l'accès des membres des classes inférieures à la parole politique est limité, mais celles-ci peuvent se manifester sous la forme brutale des révoltes, formes extrêmes du langage politique, dont on a peut-être pas assez remarqué qu'elles apparaissent précisément à un certain stade de développement de la Cité et de l'État moderne, dans le courant du XIV^e siècle.

Or, et nous rencontrons ici la seconde hypothèse, cela implique un certain état de la langue (entendu au sens très large que nous avons postulé au début du projet) et celui-ci est directement une conséquence sur le long terme de la Réforme Grégorienne. Celle-ci, elle-même réaction d'une faction des élites ecclésiastiques à la mise en place du féodalisme, implique en effet une mutation radicale de la culture et de l'éducation : celle-ci comprend, à plus ou moins brève échéance, la naissance des universités, le changement de statut de l'image, l'essor de la prédication, l'acculturation des laïcs, l'apparition puis le développement des langues et des littératures vernaculaires. Cette mutation est donc largement - mais pas seulement - le produit d'une action volontariste de la part de l'Église et plus précisément de la part de la papauté romaine. Ensuite, la domination symbolique du religieux que même l'échec politique de la papauté, patent à partir du début du XIV^e siècle, n'entame pas, reste bien une structure englobante, mais en favorisant l'accès des laïcs à une culture d'un niveau de plus en plus élevé, l'Église permet aux pouvoirs séculiers (qu'il s'agisse de ceux des monarques ou de ceux des cités), bénéficiant d'ailleurs d'une connivence plus ou moins grande de sa part, de développer à leur tour un pouvoir symbolique qui va peu à peu prendre de l'autonomie : développement d'un espace public qui n'est plus seulement celui (qu'elle domine) de l'*ecclesia*, développement de stratégies spécifiques dans cet espace public et dans l'utilisation du système communicationnel (ce que les historiens appellent souvent de façon réductrice propagande), appropriation laïque ou séculière du sacré, notamment par le pouvoir royal.

On voit ainsi que l'apparition et le développement de la société politique où les tenants du pouvoir doivent légitimer leurs actions par une négociation plus ou moins formelle avec les sujets ou les citoyens, est inconcevable sans les transformations en profondeur des langues vernaculaires et de leur rapport au latin, de la culture et du système communicationnel tout entier.

▲ Un projet comparatiste

Enfin, le troisième principe qui régit ce projet est celui du comparatisme. La place particulière qu'y occupe l'Italie en est la conséquence directe. En effet, l'évolution des structures de pouvoir dans l'Europe latine donnent naissance à partir du XI^e siècle à deux modèles principaux : les monarchies féodales d'Occident (France, Espagne, Angleterre, Écosse et monarchies ibériques) d'une part, les cités italiennes de l'autre. Sans s'interdire de réfléchir le cas échéant sur d'autres modèles (les cités allemandes par exemple), la comparaison entre ces deux modèles s'impose pour éclairer la problématique proposée ici. La dimension italienne du programme est donc essentielle, d'autant que la contribution spécifiquement italienne à la transformation du système communicationnel est particulièrement riche ; sans évoquer dans ce rapide « prologue » les aspects littéraires et esthétiques (qui font bien entendu partie du programme de travail), on peut se demander si deux problèmes spécifiques à l'Italie n'ont pas joué un rôle puissant d'accélérateur des mutations : d'une part, la nécessité lancinante de légitimer le pouvoir dans la « cité divisée », dont on sait qu'il est à l'origine de la véritable « révolution documentaire » italienne à continué un joué un rôle déterminant tout au long de la période que nous nous proposons d'étudier ; et l'implication directe des clercs, et plus particulièrement des ordres mendiants, dans le fonctionnement politique de la cité obéit à une logique assez différente de celle de la constitution des

« églises nationales » dans les monarchies d'Occident. Incidemment, l'on aura aussi l'occasion de reposer ici la question de la « Renaissance » sur de véritables critères historiques, et dans sa globalité, au lieu de se concentrer soit sur des critères esthétiques que l'on peut juger fragiles, soit sur le problème de l'humanisme (dont on sait maintenant qu'il plonge ses racines loin dans le XIII^e siècle). L'étude doit en tous cas englober le XVI^e siècle pour analyser ses ultimes mutations (avant la révolution scientifique du XVII^e siècle et les Lumières) par le biais de la Réforme protestante d'une part, et du modèle tridentin de l'autre, dans le contexte de violence des guerres de religion. Une telle analyse doit en tous cas dépasser la comparaison franco-italienne, et nous devons nous efforcer, par l'intermédiaire de correspondants ou de participants choisis (mais, pour des raisons matérielles, en nombre nécessairement restreint) de donner au projet une dimension européenne.

▲ [Voir Signs and States](#)

